



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 16 mars 2022

Communiqué de presse

Un plan de « résilience » qui finance les dépendances

Ce plan, sans surprise, est un plan de compensation des dépendances de l'agriculture productiviste. Il cautionne la logique libérale du marché mondial qui fait flamber les prix au détriment de la société.

A titre d'exemple, les 400 millions d'euros ciblant les éleveuses et éleveurs, fortement dépendants de l'achat d'alimentation animale, vont à peine leur permettre de sortir la tête de l'eau. Alors que les enjeux appelleraient à financer leur transition pour plus d'autonomie, plus de sobriété et donc moins de dépendances. Cette mesure sera donc insuffisante pour freiner la restructuration des filières animales et pour protéger chaque éleveur et éleveuse pendant cette crise.

Pour stopper la concurrence des cultures énergétiques sur les fourrages, il aurait été urgent d'interdire l'utilisation des cultures pour la méthanisation et la fabrication d'agro-carburants. Cela aurait permis de libérer 3 à 5 % de la surface agricole française pour l'autonomie alimentaire et fourragère.

La « résilience » ce n'est pas financer les conséquences des dépendances - aux engrais, aux énergies, à l'importation de l'alimentation animale.. - c'est permettre de devenir plus autonome et donc d'engager le virage d'une réelle transition agro-écologique indispensable.

Le Ministre de l'agriculture parle à nouveau de « sécuriser la production alimentaire » en France pour nourrir la population française et « nourrir le monde ». Pour y répondre, il aurait fallu distinguer les deux causes de la faim dans le monde : le manque ponctuel de disponibilité de denrées alimentaires et l'impossibilité économique des populations d'accéder à l'alimentation. Aujourd'hui, nous sommes face à une crise de flambée des prix qui aggrave cette inaccessibilité économique pour nombre de populations. La faim à l'échelle mondiale est beaucoup plus un problème de répartition que de production.

Un « produire plus », avec son cortège de chimie de synthèse et d'énergies fossiles, nie les autres enjeux majeurs qui n'ont pas disparu avec la guerre en Ukraine : dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, protection des droits paysans, précarité alimentaire...

Les solutions de ce nouveau plan construisent une souveraineté alimentaire de façade qui n'est absolument pas basée sur l'autonomie. Aucun mot sur la polyculture-élevage, sur la sortie de l'industrialisation de l'agriculture, sur l'affranchissement des engrais de synthèse, ni sur la durabilité des modes de production.

Plutôt que de financer à fonds perdus les déséquilibres du marché et préserver les énormes bénéfices des monoculteurs-céréaliers qui seront engrangés pendant cette crise, il faut interdire la spéculation sur les produits alimentaires. Pour répondre à l'inaccessibilité économique des populations et faire reculer la faim dans le monde, la principale mesure efficace est l'instauration de prix solidaires, via notamment un contrôle des prix des céréales. Ces prix solidaires seraient déconnectés du marché mondial. Cela suppose de sortir de la logique du libre échange. Voilà qui répondra, sans hypocrisie, à l'insécurité alimentaire des populations plus précaires du monde entier.

Contacts :

- Nicolas Girod, porte-parole national : 06 07 55 29 09
- Marie-Pierre Répécaud, secrétaire nationale : 06 15 02 06 42
- Caroline Nugues, chargée de communication : 06 95 29 80 78